



LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

Quel est le lien
entre MIDICA
ET LES SCOUBIDOUS ?

NŒUDS. À la fin des années 1950, la France se met à tresser des scoubidous. À Toulouse, un seul magasin fournit les précieuses petites gaines en plastique souple et coloré. Tous les jours, des amateurs font alors la queue, place Esquirol, pour trouver leur bonheur... chez Midica.



« Si tu passes par le centre-ville, arrête-toi chez Midi Caoutchouc, j'ai besoin de gommes élastiques. » Voilà une demande que seuls les Toulousains ayant fréquenté la place Esquirol avant les années 1960 ont pu entendre. Comme la Société du Papier-Linge (SoPaLin), il faut connaître l'histoire de Midica pour en comprendre le nom. En effet, lorsque Marcel Garrigou crée l'entreprise, en octobre 1945, l'établissement est spécialisé dans la fourniture de produits en caoutchouc. « C'était le lendemain de la guerre et l'on rencontrait de gros problèmes d'approvisionnement. Mon père, qui avait été marqué par son combat de résistant dans le Quercy, n'a pas souhaité reprendre son métier d'enseignant. Comme il avait un oncle qui possédait une usine de caoutchouc, il est devenu commerçant », raconte Roland Garrigou, le fils du fondateur. Tuyaux, bottes ou pèlerines, les Toulousains y trouvent tout ce dont ils ont besoin pour jardiner ou sauter dans les flaques, les jours de pluie. Dans les années 1950, l'entreprise se tourne vers le plastique. Cette matière révolutionnaire qui, selon Roland Garrigou, n'avait pas alors « la mauvaise réputation d'aujourd'hui. » « C'était un matériau moderne et créatif », se rappelle-t-il. Droguerie, jouets ou ameublement, le magasin multiplie les références et prend rapidement l'allure d'un grand bazar. Quand,

en 1958, un phénomène inattendu vient marquer l'histoire de l'enseigne : les scoubidous. « Marcel Garrigou pressentant la vogue de ces gadgets yé-yé avait acheté un énorme stock de gaines de fil électrique. Certains Toulousains se souviendront certainement des attroupements sur le trottoir, c'était le seul endroit où l'on pouvait se procurer de quoi fabriquer son scoubidou... », relate Pierre Salies dans son "Dictionnaire des rues de Toulouse". « Ce fut une véritable folie qui n'a duré que deux ans, mais ce fut un article fort du magasin. Le phénomène ne s'est jamais renouvelé, car c'était un objet parfaitement inutile », s'amuse Roland Garrigou. C'est à la même époque, que son père décide de renommer l'enseigne qui s'appelait encore Midi Caoutchouc. « Il cherchait à supprimer la référence aux matériaux tout en conservant la notoriété déjà acquise. Ainsi apparaît Midica », explique l'héritier, qui reprend l'entreprise familiale en 1973. Sous son impulsion, la société se spécialise dans les fournitures pour la maison. « Cette année-là, nous avons également repris la concession des magasins La Hutte, devenus Intersport. Il y a donc eu, jusque dans les années 1990, un rayon au troisième étage où nous vendions des planches à voile », s'amuse le chef d'entreprise, qui vient de passer à son tour les rennes à son fils.

Nicolas Belaubre ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9
UNE ACTION COLLECTIVE
CONTRE LA PRIVATISATION
DE L'AÉROPORT

Politique p.11
LA PAC ALIMENTE
LA CAMPAGNE
EUROPÉENNE

JEUDI 23 > 29 MAI 2019 • N° 840

L'Europe ET NOUS

L'hebdo à un euro



© Héliène Ressayres / JT

R 29141 - 0840 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE CONSTRUCTION... *inachevée*

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1123 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas
Belaubre et Séverine Sarrat.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2019 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Technocratie, lobbies, dumping social, travailleurs détachés, libéralisme à outrance, gestion du glyphosate ou des migrants, normes contraignantes et sigles obscurs... La liste des sujets qui fâchent est longue. Fondée dans un élan de pacifisme post Deuxième Guerre mondiale, l'Europe est aujourd'hui largement perçue par ses propres citoyens comme une structure froide et sans âme œuvrant pour le compte des multinationales. On a beau éprouver un sentiment d'appartenance qui dépasse nos frontières nationales, signer volontiers pour être plus forts et mieux protégés ensemble, difficile d'adhérer à ce que l'idée de départ est devenue en réalité. Montrée du doigt comme responsable de tous nos maux, l'institution souffre d'une profonde méconnaissance. Rien ne l'incarne, mis à part quelques immeubles bruxellois rutilants. Et rares sont ceux capables de citer les noms des présidents de la Commission ou du Parlement européens. Ils sont pourtant des personnages clés de notre société, qui influencent davantage notre vie quotidienne que la plupart de nos dirigeants. C'est cette présence discrète de l'Europe, partout autour de nous, que nous avons voulu mettre en lumière. On ne la remarque pas, mais elle est incontournable. Et nous avons encore, malgré tout, le pouvoir de la guider.



La rédaction



BULLETIN D'ABONNEMENT JOURNAL TOULOUSAIN

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + web sur internet
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur internet

6 MOIS 1 AN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Mail _____

Règlement :

- Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
- Par carte bancaire (nous contacter au 09 83 27 51 09)
- Par virement : Titulaire : NEWS-MEDIA 31

Domiciliation : CREDITCOOP TOULOUSE
IBAN : FR76 42 55 9100 0008 0104 6683 177
Code BIC : CCOFFRPPXXX - Code Banque : 42559
Code guichet : 10000 - N° Compte : 0801466831 - Clé 77

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de :
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet - 31 000 Toulouse



Signature obligatoire

3 COMPRENDRE

DISTANCE. Si les isolements sont vides, c'est que le scrutin ne passionne pas les foules. Les élections européennes sont, de longue date, boudées par les Français, qui n'en perçoivent guère les enjeux. Faute d'information, ou à cause de fausses informations. Or, en creusant le sujet, on s'aperçoit de l'omniprésence de l'Europe et de la place qu'elle occupe dans notre quotidien. Cette semaine, le JT a fait le tour du Vieux continent, sans quitter la région.



Jt

L'EU et

A lors que depuis 2004, le scrutin européen en France était découpé en huit grandes circonscriptions interrégionales, le 26 mai prochain, les électeurs auront cette fois à départager des listes nationales. Une nouvelle organisation qui avait pour but d'intéresser à nouveau les Français aux enjeux européens. En vain, les Européennes restent l'échéance la moins mobilisatrice en France.

Ses défenseurs rappellent que c'est aussi la plus jeune. Cela ne fait que 40 ans que l'on vote pour élire nos parlementaires, depuis 1979, date à laquelle tout avait pourtant bien commencé avec une

« Les campagnes ont été détournées pour servir de présidentielles du pauvre »

participation, toujours record à ce jour, de 60 %. « Il y avait l'effet de la nouveauté, mais également un investissement très fort notamment de la part du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing », raconte

Olivier Costa, directeur de recherche CNRS au sein du centre Émile Durkheim à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

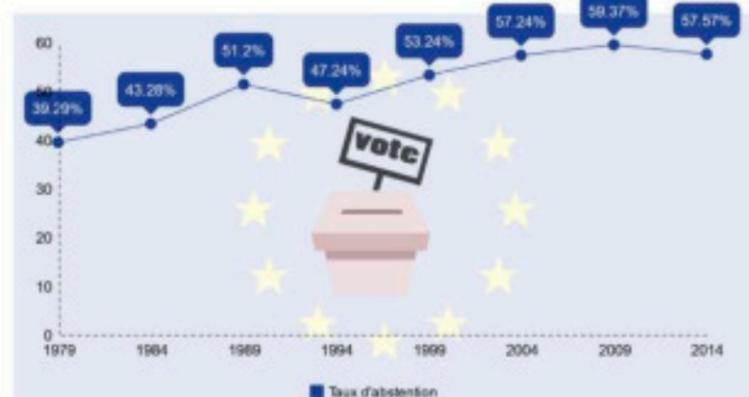
Dès le scrutin suivant pourtant, le déclin s'amorce. « Les campagnes ont été détournées pour servir de présidentielles du pauvre. Les partis testent leur popularité à contretemps des élections nationales et les médias s'y intéressent très peu », souligne le spécialiste. S'ancre alors l'idée

d'élections nationales de second ordre. En 1984 déjà, seuls 29 % des Français déclaraient se décider en fonction des problèmes européens. Pour expliquer cette désaffection, le chercheur avance trois facteurs, valables quelles que soient les élections. D'abord, la compréhension du scrutin rendue difficile par la complexité des institutions européennes. Ensuite, l'urgence des enjeux : « Plus on perçoit les impacts immédiats de son vote, comme aux présidentielles ou aux municipales, plus on s'implique. Or, l'Europe paraît loin. » Enfin, l'intensité de la campagne : « Il suffit de constater le peu de tracts que nous recevons dans nos boîtes aux lettres. Les partis sortent leurs programmes très tard et dépensent très peu d'argent », assure Olivier Costa.

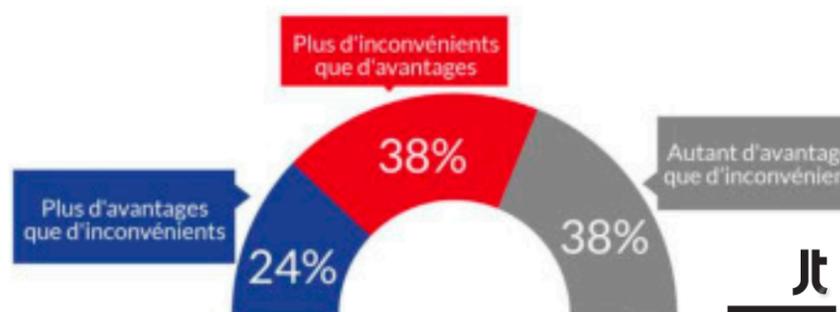


Les Français et l'Europe

L'évolution de l'abstention aux européennes en France



Pour les Français, l'Union européenne représente :



ROPE nous

L'Europe est aussi l'objet de paradoxes curieux. Le thème, en tant que tel, est devenu central dans le débat politique. Il n'en a jamais été autant question... sauf à l'occasion des élections qui lui sont consacrées, où les préoccupations hexagonales prennent le dessus. Plusieurs partis appelant par exemple cette année à un « référendum anti-Macron ». « Cela s'explique par le fait que, dans les partis traditionnels que sont Les Républicains ou le Parti socialiste, il y a toujours eu des dissensions internes sur l'Europe », analyse le politologue.

Selon lui pourtant, le cas des Européennes n'est pas si catastrophique. « Le taux de participation de 2014 est semblable à celui du second tour des dernières législatives (43%). De même, les scrutins pour

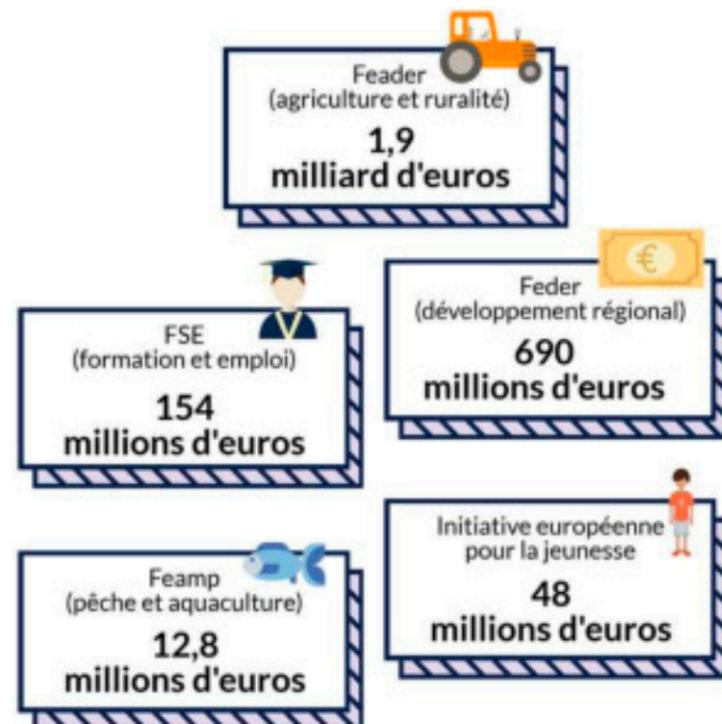
lesquels le nombre de votants ne dépasse jamais les 50 % ne sont plus rares dans les démocraties occidentales. Il faut prendre la question de la mobilisation citoyenne dans son ensemble et arrêter de dramatiser », estime-t-il.

Pas de fatalisme, donc. D'autant que les parlementaires continentaux ne cessent de voir leur pouvoir s'accroître et que leurs décisions ont toujours plus d'impact sur nos vies.

« Les scrutins pour lesquels la participation ne dépasse jamais les 50 % ne sont plus rares »

Nicolas Mathé ✍

Les fonds européens en Occitanie



Source : Elabe et Région Occitanie.

SI LOIN, si proche

OMNIPRÉSENCE. Regardez autour de vous et faites le test. Il y a forcément un logo ou un sigle symbolisant une norme, une provenance, voire une réalisation en lien avec l'Europe. L'Union est partout. Visite guidée par Geneviève Saint-Hubert, secrétaire générale de la Maison de l'Europe de Toulouse.

Jt



Rendez-vous est pris sur les allées Jules-Guesde, devant le Quai des savoirs. « *Un des multiples projets qui n'auraient pas vu le jour sans l'Union européenne* », annonce en arrivant Geneviève Saint-Hubert, secrétaire générale de la Maison de l'Europe Toulouse-Occitanie, qu'elle a fondée en 1986, alors qu'elle était étudiante. Depuis, tous les cinq ans, à la même période, elle ne ferme pas l'œil. « *J'ai couvert chacune des élections au Parlement européen et je vous avoue que je n'ai jamais été autant sollicitée par les médias que cette année. C'est parce que les politiques ne parlent pas assez d'Europe.* » Alors, parlons-en ! Direction l'École de la deuxième chance, le centre d'accompagnement des jeunes sans diplôme, dans le quartier Bellefontaine. L'Europe a apporté plus d'un demi-million d'euros dans cet établissement à vocation sociale. « *Le développement de l'emploi est un des principaux domaines d'intervention du Feder, un des quatre fonds structurels européens* », confirme Geneviève Saint-Hubert. De la petite association Point malin, à Labruguière, dans le Tarn, jusqu'au grand programme régional de formation professionnelle, en passant par la couveuse d'activités des Hautes-Pyrénées, les initiatives en la matière sont toutes subventionnées. Et l'on ne le sait pas forcément : « *On a du mal à voir l'Europe autour de nous parce qu'elle n'agit pas directement. Elle ne se substitue pas à l'État ou à la collectivité, mais elle cofinance leurs projets, complète leurs dispositifs. En fait, elle est toujours un peu là.* »

77 000 euros pour l'installation d'une chaufferie à bois dans le nouveau collège en construction à L'Isle-Jourdain, dans le Tarn; 114 000 euros pour le service d'interprétation de l'office de tourisme de Bagnères-de-Bigorre (65); 688 000 euros pour l'Espace mémoire aéro de la Piste des géants dans le quartier toulousain de Montaudran, qui ouvrira ses portes à la fin de l'année; 5 millions d'euros pour le développement de la branche automédication du groupe Pierre Fabre; 5,8 euros dans une unité de méthanisation à Fontrailles, dans les Hautes-Pyrénées... L'Union européenne a investi, très discrètement, plus de 3 milliards d'euros dans des milliers de programmes en Occitanie depuis 2014. Le Conseil régional étant l'un des principaux bénéficiaires pour ses actions en faveur de l'in-

« On a du mal à voir l'Europe autour de nous parce qu'elle n'agit pas directement »

sertion sociale ou professionnelle, de soutien aux créateurs d'entreprises, mais aussi pour sa communication. L'UE joue également un rôle prépondérant pour l'environnement et la santé humaine. « *Nous avons les critères les plus sévères au monde* », rappelle la responsable de la Maison de l'Europe à Toulouse, qui se réjouit notamment de l'interdiction des néonicotinoïdes, jugés dangereux pour les abeilles. « *De manière générale, c'est l'UE qui est chargée de réguler l'utilisation de produits chimiques sur son territoire afin de protéger la planète et ses habitants.* » Geneviève Saint-Hubert pointe les Pyrénées que l'on aperçoit dans le bleu de l'horizon. Le massif cher à son cœur bénéficie d'un fonds communautaire partagé entre la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie Pyrénées-Méditerranée, pour valoriser ce patrimoine naturel et favoriser la croissance de ses activités. Elle désigne aussi le ciel, où les satellites du projet Galileo, conçus à Toulouse, sont en orbite



LA TÊTE D'AMPOULE

Dans la région, à quoi servent LES FONDS EUROPÉENS ?

DOTATION. Les fameux fonds européens sont souvent évoqués de manière vague, soit pour critiquer leur bonne utilisation, soit pour rappeler l'importance d'appartenir à la communauté. Guillaume Cros, vice-président de la Région en charge des affaires européennes, détaille leurs incidences concrètes sur de nombreux acteurs du territoire, dans tous les domaines.

Pour mesurer les impacts concrets de l'Europe en Occitanie, il faut avant tout savoir déchiffrer la foule de sigles qui symbolisent les différents fonds structurels irriguant le territoire. Il y a ainsi le Feder (Fonds européen de développement régional) dont la vocation est de corriger les déséquilibres entre les territoires, le FSE (Fonds social européen), en matière d'emploi et de formation, le Feader (Fonds européen agricole pour le développement rural), second pilier de la politique agricole commune et enfin le Feamp (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche).

En Occitanie, l'enveloppe globale attribuée pour la période 2014-2020 représente 3,2 milliards d'euros (soit 10 % du montant total alloué à la France), dont 2,8 sont directement gérés par la Région. Aide à la mise en place d'une cellule de recherche et développement au sein d'une entreprise ou à la numérisation des pièces d'un musée, intégration des personnes défavorisées, lutte contre la discrimination sur le marché du travail, conversion bio d'exploitations agricoles... « *Le champ des destinations de ces fonds est vaste et couvre l'ensemble des thématiques des territoires* », souligne Guillaume Cros, vice-président de la Région en charge des affaires européennes.

Ces subventions, qui ne peuvent intervenir qu'en complément d'autres sources (publiques, privées ou d'autofinancement), ont permis d'accompagner plus de 53 000 projets depuis 2014. La start-up toulousaine Uwinloc, spécialisée dans les étiquettes connectées, a par exemple bénéficié d'une aide Feder sur un projet de recherche qui a engendré la création de 16 emplois. L'association Rebonds, qui fait appel au rugby pour insérer les jeunes en difficulté est, elle, soutenue par le FSE. « *Le fait d'être autorité de gestion ne garantit pas une totale liberté sur le fléchage des fonds. La Région administre et instruit les dossiers au sein d'un cadre fixé par l'Europe sous forme de programmes opérationnels* », précise Guillaume Cros. Pour pouvoir y prétendre, tout porteur de projet peut se rendre sur le portail unique www.europe-en-occitanie.eu.

Dans la région, c'est le secteur agricole, et de très loin, qui obtient le plus des faveurs de l'Europe. Sur la période 2014-2020, le Feader représente ainsi 1,9 milliard d'euros sur les 3,2 milliards totaux et a permis d'aider plus de 50 000 projets. Par exemple celui de la ferme de Ségalait, en Aveyron, soutenue pour l'achat d'équipements (pasteurisateur, étuve, frigos...) destinés à mettre en place une activité de transformation. L'Occitanie est la deuxième région française percevant le plus de fonds pour l'agriculture. « *Les montants sont calculés selon plusieurs critères, dont la présence de zones à handicap naturel qui sont nombreuses chez nous* », explique l'élu. Ce dernier exprime toutefois ses inquiétudes quant à une éventuelle recentralisation de la gouvernance des fonds : « *Ce n'est pas encore appliqué, mais pour la partie agricole, il serait question de faire remonter l'autorité de gestion au niveau des États. Ce serait un vrai retour en arrière et un risque de rompre le lien fort entre l'Europe et les régions* ».

Nicolas Mathé ✍

GUILLAUME CROS

> Vice-président de la Région en charge des affaires européennes, il est aussi vice-président d'Europe Écologie Les Verts et rapporteur de l'avis du Comité des régions sur la future Politique agricole commune (Pac) de l'UE.



et concurrencent le système de navigation américain GPS. « *Encore une réussite que l'on ne voit pas, cachée là-haut, au-dessus de nos têtes.* »

Ce qui illustre le mieux à ses yeux l'Union est le programme d'échange multiculturel pour la jeunesse Erasmus. « *Aller voir ailleurs, s'ouvrir à l'autre, ap-*

prendre de nouvelles pratiques... Cela forme à la vie et c'est ce genre de dispositif qui me donne l'espoir du rêve européen. » Erasmus

est plébiscité par les Français qui le placent en tête des réalisations européennes. La Commission propose d'aug-

menter considérablement les crédits alloués (en 2019, pour la France, ils s'élèvent à 247 millions d'euros). En arrivant enfin à la Maison de l'Europe de Toulouse, rue de la Dalbade, Geneviève Saint-Hubert, demande du renfort pour assurer sa mission d'information. « *Il faut plus de moyens pour transmettre les valeurs de l'Europe et montrer à quel point elle compte. Pourquoi pas un système d'éducation civique européenne ? Pour l'instant, ce sont nous, les associations, qui pallions le manque.* »

Philippe Salvador ✍

Jt



L'ICE : un outil balbutiant DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EUROPÉEN

Le nutri-score, système d'étiquetage nutritionnel, bientôt obligatoire dans tous les rayons de l'Union européenne ? Ceci n'est pas encore une proposition de loi, mais l'une des dernières Initiatives citoyennes européennes (ICE) enregistrées par la Commission européenne.

La démarche, menée par sept associations européennes de consommateurs, dont l'UFC-Que Choisir, s'inscrit dans le cadre de cet outil de démocratie participative entré en vigueur en 2012. L'ICE permet ainsi à un million d'Européens, en provenance d'un quart des États membres, d'inciter la Commission à rédiger de nouvelles propositions de loi.

Mais le chemin entre une initiative et une loi est long. Pour être jugée recevable, une proposition citoyenne doit correspondre à un certain nombre de critères, comme le fait de ne pas être « abusive, fantaisiste, vexatoire », ou « contraire aux valeurs de l'UE ».



Une fois validée, elle doit ensuite recueillir un million de soutiens pour être réussie et, si la Commission n'est pas forcée d'accéder à la requête, elle doit cependant fournir une réponse argumentée.

Seules quatre initiatives ont passé ces étapes depuis la mise en place de l'ICE, sur des sujets comme l'accès à l'eau, la vivisection, ou le glyphosate. Aucune n'a abouti à une loi. Face à ce bilan décevant, des réformes pour améliorer le dispositif sont à l'étude comme la traduction des initiatives dans toutes les langues de l'UE, la réduction des données à fournir et l'abaissement de l'âge requis pour les soutiens, de 18 à 16 ans. En vue des élections européennes, plusieurs listes indiquent dans leur programme vouloir faciliter et renforcer les ICE. La France Insoumise entend même « obliger la Commission européenne à (leur) donner des suites législatives ».

Nicolas Mathé ✍

Jt



UN GUICHET pour les entreprises

Le réseau Enterprise Europe network est incontournable pour les entrepreneurs europhiles. Cette plateforme, présente dans les 28 États membres, leur permet d'accéder à de nouveaux marchés, les informe sur les activités et les opportunités qui s'offrent à eux au niveau européen, les aide à trouver un partenaire commercial ou des financements communautaires. Des services qui peuvent également s'adresser aux sociétés de plus grande taille, aux instituts de recherche, aux universités, aux centres technologiques, etc.

🔗 entreprise-europe-sud-ouest.fr



UNE MAISON pour l'Europe

La Maison de l'Europe Toulouse Occitanie est une association créée en 1986, ouverte au grand public, aux professionnels, aux enseignants ou à leurs élèves. Elle organise des conférences, propose des cours de langues ou intervient dans les établissements scolaires pour promouvoir les institutions du Vieux continent. Labellisée Centre d'information Europe direct, comme une cinquantaine d'autres points en France, elle est le trait d'union entre l'UE et les citoyens.

32 rue de la Dalbade
à Toulouse
🔗 europe-toulouse.eu



L'Union AU QUOTIDIEN

Cartes, comparatifs, infographies, guide des financements... Sur Touteurope.eu, l'internaute pourra s'informer du fonctionnement, des politiques de l'Union et de son actualité. Rédigé par des journalistes présents à Bruxelles et à Strasbourg, le site propose une revue de presse quotidienne, une newsletter hebdomadaire, des articles, des interviews et des vidéos. Financé par l'État français et divers partenaires publics et privés, Touteurope.eu existe depuis 1992, avec pour mission d'animer le débat sur l'UE.

🔗 touteurope.eu





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

Que va faire l'Europe d'ici 2030 POUR L'ENVIRONNEMENT ?

Bonne nouvelle, l'Union européenne a réalisé, avant 2020, son objectif d'une baisse de 20 % de ses émissions de CO² par rapport aux niveaux de 1990. Elle s'est encore engagée à atteindre 35 % de réduction d'ici à 2030. Cela passera par un durcissement des normes dans le secteur automobile : la Commission européenne donne aux constructeurs jusqu'au 31 décembre 2020 pour contenir les rejets de dioxyde de carbone des voitures particulières à 95 grammes par kilomètre (ils sont à ce jour de 118 grammes par kilomètre).

Le cap fixé est le même en ce qui concerne les économies d'énergie. Pour diminuer d'un tiers notre consommation d'ici la fin de la décennie, il faudra notamment ériger des bâtiments à énergie positive, c'est-à-dire qui produisent davantage qu'ils ne dépensent. Cette nouvelle norme, baptisée RT2020, s'appliquera avant le 1^{er} janvier 2021 dans tous les États membres.

C'est également à cette date qu'entrera en vigueur l'interdiction d'une série de produits en plastiques, principalement jetables, qui représentent 70 % de l'ensemble des déchets marins, selon la Commission européenne. Le tri du contenu de nos poubelles va lui aussi devenir plus rigoureux. En 2023, les ordures organiques devront être collectées séparément et en 2025, les deux tiers des emballages seront recyclés, ce qui sera le cas de 60 % de tous nos déchets en 2030. Dans le secteur industriel, les importateurs, fabricants et distributeurs européens devront s'être mis en conformité avec la réglementation Reach sur les produits chimiques et avoir déclaré toute substance classée comme préoccupante avant le 1^{er} janvier 2021. En outre, une base de données sera ouverte à la fin de cette année pour encourager les consommateurs à choisir des articles moins nocifs pour la santé ou l'environnement et pour améliorer la gestion des déchets toxiques. Enfin, la Politique agricole commune (PAC) va verdir. Celle qui sera appliquée à partir de 2020 devrait consacrer 40 % de son budget à l'écologie.

Philippe Salvador ✍



Jt



Voiture électrique en libre service ou avec voiturier



Sans abonnement - Stationnement libre et gratuit*



iodines.fr

05 82 08 52 70



* sur la voirie dans la zone de libre service

GRAND ANGLE

Une *action collective* CONTRE LA PRIVATISATION de l'aéroport

SYNOPSIS. Alors que le groupe Eiffage négocie avec Casil le rachat des parts de l'aéroport de Toulouse et que les collectivités locales demandent la mise sous séquestre de ces actions, des opposants à la privatisation lancent une "action collective conjointe" pour porter le coup de grâce et obtenir l'annulation de la vente effectuée par l'actionnaire chinois.

Un portefeuille d'actions estimé à 400 millions d'euros. Un groupe du BTP français qui négocie à huis clos avec un consortium chinois. Le tout sur fond d'un pacte d'actionnaires secret conclut avec l'État... Ce n'est pas le pitch d'un film, mais les grandes lignes de l'un des principaux feuilletons juridique et économique local, dans lequel le Collectif contre la privatisation espère jouer une manche décisive. Ce mardi 21 mai, les représentants de ce regroupement d'associations de riverains, de syndicats et d'élus ont annoncé l'ouverture d'une "action collective conjointe" visant à faire annuler la vente des parts de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, en 2015, à l'actionnaire chinois Casil Europe. Une procédure qui s'inscrit dans la continuité de la décision rendue par la Cour administrative d'appel de Paris il y a un mois. Celle-ci avait annulé l'opération de privatisation de l'infrastructure sans se prononcer sur la cession elle-même, une affaire qui échappe à sa compétence et relève du tribunal de commerce de Paris. Le collectif d'opposants à la privatisation a donc demandé à son avocat, maître Christophe Léguevaques, d'initier une "action collective conjointe" sur mysmartcab.fr, sa plateforme Internet dédiée à ce type de



démarches. Le but étant de réunir un grand nombre de plaintes individuelles au lieu de n'en déposer qu'une seule dans le cadre d'une "action de groupe". Cette solution offre ainsi l'avantage de mutualiser les coûts et de diviser d'autant les risques d'être déboutés. « C'est également une manière de donner de l'ampleur à notre démarche », explique l'avocat, qui se félicite de compter déjà plus d'une centaine de personnes ins-

« Donner de l'ampleur à notre démarche »

crites pour soutenir l'opération "Tous ensemble pour obtenir la nullité de la vente". Une procédure accessible en quelques clics, à la seule condition de s'acquitter d'une cotisation symbolique de 20 euros. Confiant sur la légitimité de la requête et sur l'impact du soutien citoyen, maître Léguevaques se refuse néanmoins à un quelconque pronostic. « Nous ne sommes jamais à l'abri qu'un juge aille à l'encontre de ce qui a été prononcé auparavant. Il faudra au moins compter une année de procédure, sans oublier la possibilité que le tribunal suspende sa décision en attendant celle du Conseil d'État », met-il en garde. Enfin, l'avocat a également conseillé au collectif une "intervention volontaire" – le fait de se joindre à un litige sans être directement concerné – dans la procédure lancée, la veille, par les actionnaires publics. La CCI de Toulouse et les collectivités locales ont déposé une requête auprès du tribunal de commerce de Toulouse afin d'obtenir, entre autres, la mise sous séquestre des titres litigieux. « Nous nous investissons dans toutes les procédures susceptibles de faire annuler la privatisation et de faire entendre notre voix », ajoute Stéphane Borrás, l'un des représentants du collectif, avant d'insister sur la nécessité de l'engagement public, seul à même de défendre l'intérêt des citoyens et des riverains.

Nicolas Belaubre ✍

À LA LOUPE

VULGARISER LA SCIENCE pour *éclairer* le débat

DÉTOX. Un site internet de vulgarisation, des ateliers de sensibilisation et des rencontres régulières avec les chercheurs... Le projet Explorer est un ensemble de dispositifs mis en place par l'Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées pour rendre les sciences accessibles à tous.



Réchauffement climatique, vaccination, homéopathie, nocivité des produits phytosanitaires... Le débat public est quotidiennement animé de controverses pour lesquelles il est parfois compliqué, pour une personne non avertie, de prendre parti. « La science est un outil de citoyenneté. En effet, nous sommes régulièrement appelés à nous prononcer sur des faits qui relèvent de l'information scientifique. Or, la communauté scientifique a une responsabilité en matière de production des savoirs, mais également au plan de sa transmission », souligne Carine Desaulty, directrice recherche et valorisation à l'Université fédérale de Toulouse.

C'est donc pour répondre à ce besoin d'informations certifiées académiquement et clairement identifiées que ce regroupement d'une trentaine d'établissements supérieurs et de recherche, a développé Explorer. Cet ambitieux programme régional de vulgarisation scientifique s'articule autour d'un site Internet et d'un agenda foisonnant de rencontres entre chercheurs et curieux, ponctué par deux temps forts : la Nuit européenne des chercheurs et Ma Thèse en 180 secondes. « Avec Internet, le public est confronté à un océan d'informations dont il est parfois difficile de discerner la source et la qualité. Le site Explorer propose donc un outil complet et fiable de diffusion du savoir à l'usage du plus grand nombre, dont l'objectif est de développer l'esprit critique », détaille Carine Desaulty. En plus d'articles sur l'actualité de la recherche, la plateforme présente trois dossiers annuels traitant des « enjeux majeurs de nos sociétés ».

Nicolas Belaubre ✍

EN ABRÉGÉ

Trois élus LREM QUITTENT le groupe municipal de la majorité



De gauche à droite : Franck Biasotto, Elisabeth Toutut-Picard et Sylvie Rouillon-Valdiguié.

Franck Biasotto, Sylvie Rouillon-Valdiguié et Élisabeth Toutut-Picard ont choisi de prendre des distances avec Jean-Luc Moudenc en créant un nouveau groupe d'élus au Conseil municipal. Question de principes.

« Trois élus de la formation politique à laquelle nous appartenons au Conseil municipal ont décidé de créer un groupe d'élus distinct du groupe Toulouse Ensemble. » C'est en ces termes que Florie Lacroix et Jean-Claude Dardelet, tous deux conseillers municipaux La République en Marche, siégeant dans le groupe de la majorité, ont rendu public le choix de leurs camarades... sans les citer. Il s'agit de Franck Biasotto, Sylvie Rouillon-Valdiguié et Élisabeth Toutut-Picard. Cette dernière nous confirme l'information et le nom de ce nouveau groupe : Alliance majorité présidentielle. Comme ce fut le cas avec leurs homologues du Modem il y a un an, c'est une prise de position du maire Jean-Luc Moudenc qui est à l'origine de leur décision. Celui-ci ayant soutenu la liste Les Républicains pour les Européennes, ce qui n'est pas du goût des trois dissidents. « Cette démarche marque notre posture sans équivoque : nous soutenons la liste Renaissance aux Européennes. Nous ne voulons pas que par notre appartenance à la majorité municipale puisse faire penser le contraire », commente Élisabeth Toutut-Picard, qui espère « que tous les élus LREM en feront de même... » En revanche, le motif invoqué surprend les deux autres conseillers En Marche, Florie Lacroix et Jean-Claude Dardelet, qui eux, ont choisi de rester dans le groupe de la majorité : « Fidèles à l'engagement pris par tous les élus dès 2014, nous continuerons de siéger dans le groupe Toulouse Ensemble, dans la totale loyauté au suffrage des Toulousains. »

Les trois élus concernés précisent toutefois leur volonté de poursuivre leur travail en faveur de la politique et l'action de Jean-Luc Moudenc. « Nous ne pouvons pas le soutenir quand il se positionne pour la liste européenne LR. En revanche, avons été élus sur la base d'un programme municipal porté par le maire actuel et nous nous engageons à oeuvrer à ses côtés », reprend Élisabeth Toutut-Picard. Une simple clarification des convictions de chacun selon elle.

Pour d'autres, c'est le signe que « la majorité part en lambeau », selon le conseiller municipal d'opposition Jean-Marc Barès-Crescence sur Twitter. Le parti présidentiel boude désormais Jean-Luc Moudenc en raison de son choix européen, sans toutefois fermer la porte à de possibles négociations. Une situation encore floue finalement...

Séverine Sarrat ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

LA PAC, UN DÉBAT qui alimente les élections européennes

CAMPAGNE. En 2020, la PAC devra défendre des valeurs sociales et environnementales. Un collectif de 14 organisations paysannes et citoyennes a invité consommateurs et acteurs de la filière à échanger avec les candidats locaux aux élections européennes autour de 12 priorités pour un nouveau pacte agricole et alimentaire européen.

Ils sont venus dessiner les contours d'"Une autre PAC". Ce lundi 20 mai, à une semaine du scrutin européen, quatorze organisations paysannes et citoyennes ont fait le pari de réunir électeurs, candidats, consommateurs et producteurs autour de leur proposition pour un nouveau pacte agricole et alimentaire européen. La salle, pouvant accueillir 120 personnes lors de cette soirée-débat, est comble. Preuve que les enjeux de cette politique d'orientation de l'Union européenne (UE) dépassent le cadre d'un secteur professionnel et touchent plus largement la population. Ses répercussions sur l'alimentation, la santé et l'environnement en font un sujet mobilisateur, à plus forte raison à l'approche du vote. En effet, cette politique de gestion de l'agriculture commune est programmée par cycles de sept ans. Et c'est en 2020 que se décidera à nouveau l'affectation des 50 milliards d'euros annuels du premier budget de l'UE. « La PAC se négocie entre quelques syndicats et les différents ministres européens de l'Agriculture. Or, ce sont les citoyens qui contribuent à travers leurs impôts et qui en subissent indirectement les conséquences. Il nous a paru important de mobiliser tout le monde sur cette question », rappelle Jean Morère, administrateur régional de Terre de liens, l'une des associations à l'initiative de la rencontre.

Les citoyens ont notamment interrogé les candidats sur l'impact de la PAC sur les politiques foncières et sur la manière d'en faire un outil qui mette en valeur



les ceintures maraîchères et l'agriculture locale. Pour étayer le débat, le collectif d'association avait préalablement formulé une douzaine de propositions pour un nouveau Pacte agricole et alimentaire européen (PAAC). Entre autres, la prise en compte de la santé alimentaire et de la qualité des denrées dans l'élaboration des politiques générales, la promotion d'un approvisionnement régional ou la garantie de revenus décents.

Défense de l'agriculture bio, locale et des petites exploitations, lutte contre les lobbies et attaques contre le syndicat agricole FNSEA, les candidats des quatre partis ayant répondu à l'invitation du collectif ont reconnu la similitude de leurs positions. Génération.s., Europe écologie-Les Verts, Urgence climatique et La France Insoumise ont préconisé en chœur l'abandon des pesticides comme critère principal, ou exclusif, de l'éligibilité aux subventions européennes. Leurs divergences se limitant essentiellement à des questions de calendrier et d'ambitions chiffrées.

Nicolas Belaubre ✍

Européennes : Manon Aubry dans « LA DERNIÈRE LIGNE GAUCHE » à Toulouse



Manon Aubry, la tête de liste La France Insoumise aux élections européennes, était en meeting à Toulouse ce mardi 21 mai, pour le sprint final de la campagne. À la Halle aux grains, devant 1 400 personnes, la jeune candidate, soutenue pour l'occasion par Jean-Luc Mélenchon, le leader du mouvement, et Manuel Bompard, la figure locale, a exhorté les militants à rester mobilisés. L'objectif étant de porter une troisième voix crédible entre celles de la République en Marche et du Rassemblement national, et de s'imposer comme « la seule force politique en capacité de déjouer ce duo mortifère ».

SORTIR

C'est l'histoire
DE L'HISTOIRE

Martine Derrier et Gérard Noiriël présenteront une onfèrence gesticulée et théâtralisée sur le thème des soulèvements populaires.

SAVOIRS. Mettre en perspective les débats du passé et les possibles du futur. Telle est l'ambition du festival L'Histoire à venir, qui érige la discipline en levier indispensable à la compréhension des enjeux contemporains.

Permettre au public de s'armer intellectuellement pour agir sur le monde qui les entoure. C'est en substance l'objectif des organisateurs du festival L'Histoire à venir, qui aura lieu du 23 au 26 mai, dans plusieurs lieux emblématiques de Toulouse. « Avec l'Histoire en fil rouge, tous les événements tendent à démontrer qu'un savoir ne peut être établi qu'à partir du croisement des réflexions de plusieurs autres disciplines », explique Charles-Henri Lavielle, l'un des initiateurs du festival et cofondateur des éditions Anacharsis.

Un besoin de prouver que la connaissance découle d'une méthodologie précise, éprouvée dans le temps, et qu'elle est la base solide de toute pensée. « Cette nécessité est née lors des dernières élections américaines, durant lesquelles nous avons assisté à une avalanche de contre-vérités, mettant en doute le savoir. L'Histoire est le témoin privilégié de l'évolution de ce savoir », précise Charles-Henri Lavielle. Ain-

si, de nombreux chercheurs, écrivains et artistes interviendront pour confronter leurs connaissances et en faire profiter le public.

Cette année, en rapport avec les préoccupations contemporaines, le festival propose de nombreuses rencontres autour du thème "En commun". Elles permettront d'explorer ce qui a pu faire le vivre ensemble de nos sociétés dans le passé, au travers de plusieurs disciplines et sous plusieurs formats. Des conférences autour d'un intervenant pour aborder un thème, des recherches en cours ou une question d'histoire, comme "Le cinéma peut-il produire du commun ?" (24 mai, Hôtel Dubarry).

Des Labos d'histoire permettront également à plusieurs chercheurs, issus de différentes disciplines, de débattre d'un sujet pour mettre en avant leur travail, leur méthodologie et leur science. Le 25 mai, au Quai des savoirs, lors de l'événement intitulé "Nos chers déchets", la gestion de ces derniers fera l'objet d'une table ronde entre une journaliste, une archéologue et un anthropologue. Fossiles inestimables pour comprendre les civilisations ou cauchemars d'écologie ?

« L'Histoire est le témoin privilégié de l'évolution du savoir »

Plus participatifs, les ateliers comme "Une soirée avec Dionysos" (23 mai, Pizzeria Belfort) placent le public en immersion. Autour d'un banquet grec, les festivaliers constateront de quelles manières un repas permettait à ce peuple antique de renforcer ses liens et son appartenance au corps civique.

Car le sentiment de citoyenneté est également abordé au travers notamment de performances artistiques. Des artisans qui ont mené les soulèvements médiévaux aux Gilets jaunes d'aujourd'hui, la conférence gesticulée de Gérard Noiriël et Martine Derrier (23 mai à l'Espace Job) retrace les événements qui ont concentré l'expression de ceux qui défendent un idéal commun.

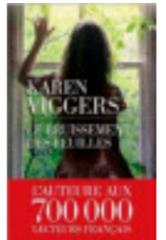
Une multitude de sujets traités par de nombreux intervenants, sous différents formats, dans un seul dessein, celui « de définir ce que nous partageons, ce qui nous unit, ce qui nous permet de vivre ensemble pour construire la société à laquelle nous appartenons », conclut Charles-Henri Lavielle.

Séverine Sarrat ✍

Jeux
CONCOURS

Gagnez l'un de ces cadeaux en envoyant un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet : Jeux concours

*Dans la limite des stocks disponibles



LIVRE

"Le bruissement des feuilles"

Miki, 17 ans, vit coupée du monde depuis l'incendie qui a coûté la vie à ses parents. Sous le joug de son frère Kurt, un chrétien fondamentaliste, elle travaille comme serveuse dans leur restaurant et le soir, se rêve en héroïne de romans. Lors d'une escapade secrète en forêt, elle fait la rencontre de Leon, un garde forestier tout juste installé en Tasmanie. Les deux jeunes gens se donnent alors une mission extraordinaire : sauver les diables de Tasmanie de l'extinction.



LIVRE

"Comme si tout recommençait"

Barbara n'a qu'un souhait : que son compagnon lui "offre" cet enfant qu'elle désire tant. Mais à quelques jours de son anniversaire, il la quitte. Convaincue de devoir faire le deuil de l'amour et de la maternité, Barbara plaque tout, direction Antibes. Elle a suivi les conseils de sa meilleure amie et postulé au poste de directrice d'une résidence pour personnes âgées. Au contact de ses nouveaux pensionnaires, elle découvre une force de vie qui l'aidera à comprendre qu'il n'est jamais trop tard pour être heureux.

LE COUP DE CŒUR
de Charles-Henri Lavielle

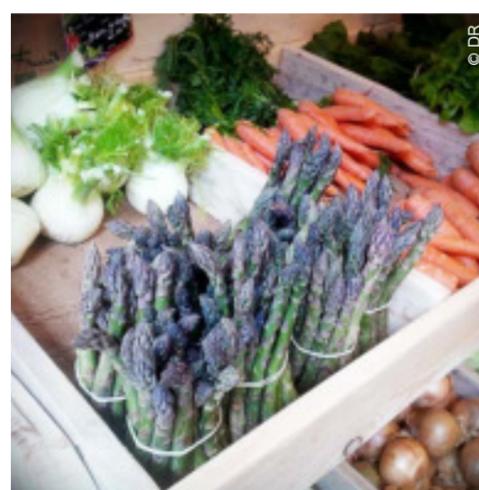
Embarquez avec quatre historiens d'une rive à l'autre de la Méditerranée pour explorer avec eux comment cette vaste mer intérieure a été traversée de conflits, mais aussi d'intenses échanges marchands, diplomatiques ou culturels, du XII^e au XVIII^e siècle. Une rencontre suivie d'un concert animé par Les Frères Baglamas, un groupe de musique grec qui jouera des chansons méditerranéennes, de celles des pirates crétois à celle des pêcheurs d'éponges de la mer de Libye.

Le 24 mai, au Théâtre Garonne, à partir de 21h30

Du 23 au 26 mai, soit 4 jours de rencontres, animées par 100 invités en 20 lieux.

2019.lhistoireavenir.eu
Participation libre et nécessaire

LÈCHE-VITRINE



25 rue Pargaminières à Toulouse
cocipro.fr

Cocipro, l'épicerie DES CIRCUITS COURTS

VICTUAILES. L'épicerie Cocipro vient d'ouvrir ses portes dans le centre-ville de Toulouse avec pour but de raccourcir le chemin vers des produits de qualité. Une enseigne qui se distingue notamment par l'attention toute particulière qu'elle porte à la mise en valeur du travail des producteurs locaux.

Pour savoir d'où vient ce que l'on mange, il faut encore trop souvent arriver à déchiffrer d'obscurètes étiquettes. Chez Cocipro, nouvelle épicerie locale du centre-ville qui a ouvert ses portes rue Pargaminières, il suffit de lever la tête. Au-dessus des palettes en bois, une grande carte de la région est en effet dessinée à même le mur. Sur cette dernière, des pastilles situent l'origine de l'ensemble des produits proposés dans la boutique. Chacune renvoyant de surcroît à des fiches sur lesquelles figurent leurs engagements, leurs méthodes de travail et le parcours effectué par leurs denrées.

De quoi donner le ton des ambitions simples de l'enseigne : transparence et circuits courts. Préoccupations qui ne cessent de grandir chez les consommateurs et qui ont toujours été présentes chez le fondateur du projet, Martial Guy, originaire de la campagne lauragaise. Pour lui, l'aventure a en réalité débuté il y a deux ans sur Internet : « J'ai eu l'idée de centraliser des producteurs et de monter un système de livraison à domicile en m'appuyant sur le logiciel de gestion en ligne panierlocal.com », raconte le jeune homme, à peine trentenaire. Depuis, il a été rejoint par Hugo Trouilhet. C'est ce dernier qui s'occupe plus spécifiquement du magasin tandis que Martial Guy continue les livraisons et se charge des relations avec les fournisseurs.

Il visite ainsi régulièrement chacune des 47 exploitations avec lesquelles l'enseigne travaille. Toutes situées dans un rayon de 60 kilomètres autour de Toulouse, à deux exceptions près, la Corrèze et l'Espagne. Des rapports humains qui priment sur l'attention portée aux labels. « Nous ne sommes pas trop attachés au bio par exemple. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment un agriculteur conserve ses produits, quelle est sa fréquence de ramassage. Les méthodes n'ont d'ailleurs souvent rien à voir avec le bio industriel », précise Martial Guy.

Cocipro met également un point d'honneur à ne jamais négocier les prix avec ses partenaires. L'absence d'intermédiaires permettant de ne pas forcément pénaliser les consommateurs. « Certains produits, vu le travail qu'ils nécessitent, sont plus chers qu'en grande surface. Sur d'autres, comme les oignons par exemple, nous avons des prix plus bas. Un équilibre se crée », souligne l'entrepreneur.

De fait, la boutique a rapidement trouvé sa place dans un quartier qui n'avait plus eu de primeur depuis longtemps. Sous la houlette d'Hugo Trouilhet, le lieu proposera à terme un volet animation pour faire se rencontrer clients et agriculteurs, notamment autour d'ateliers pratiques et ludiques. Toujours dans l'idée de nouer des liens, l'épicerie a également développé, en plus de son site commercial, un blog qui raconte la vie du projet et regroupe des articles sur les producteurs ainsi que des suggestions de recettes.

« Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment un agriculteur travaille »

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2019, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

MARCHÉ PUBLIC



AVIS DE CONCESSION

Procédure simplifiée Délégation de service public pour la gestion de tiers-lieux Sélection préalable de candidats en vue de la remise du dossier de consultation

Identification de l'organisme qui passe le marché : M Jean-Marc DUMOULIN, Président, COMMUNAUTE DE COMMUNES VALAÏGO, 2 avenue Saint Exupéry, 31340 Villemur sur Tarn
Contact : marchespublics@valaigo.fr
Objet de la délégation de service public : gestion de tiers-lieux sur les communes de Villemur-sur-Tarn (31340) et Bessières (31660)
Prestations demandées : gestion suivante :
- Gestion des contrats de location,
- Encaissement des loyers au profit du prestataire,
- Etats des lieux,
- Nettoyage des locaux,
- Promotion, communication
- Fourniture, installation et maintenance d'un photocopieur en location ainsi que des équipements divers (sauf mobilier)
- Fourniture, installation et maintenance d'une baie de brassage
Critères d'attribution :
- Moyens humains, matériels et financiers
- Références dans le domaine
Conditions de participation : Les candidats devront produire les documents suivants :
- Une lettre de candidature précisant :
- Le nom et les coordonnées du candidat
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Justificatif d'inscription sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce
- Références des principaux services relatifs à objet de la consultation fournis sur 3 ans.
- Opérateur économique pour s'assurer de la bonne exécution de la prestation
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans
Les candidatures devront être remises sous pli cacheté, dans une seule et même enveloppe, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remises à l'adresse ci-dessous contre récépissé :
Val'Aigo 2 Avenue Saint Exupéry 31340 Villemur-sur-Tarn
Sur ce pli seront portées les mentions suivantes :
- Indication des références de la consultation (2019-CC-08 DSP tiers-lieux)
- Nom et adresse du candidat
- Mention « NE PAS OUVRIR »
Date limite de remise des candidatures : 13 juin 2019 à 17H00

Suivant acte sous signature privée, à LEGUEVIN en date du 14/05/2019, l'associé unique a constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : **LE BISTROP BON**
Forme : société à responsabilité limitée (à associé unique)
Siège social : 20 avenue du Roucas 31490 LEGUEVIN
Capital social : Deux mille cinq cent euros, divisé en 2500 parts de 1 euro entièrement libérées, suite à un apport en espèces.
Objet social : La société a pour objet directement ou indirectement, en France et dans tous pays, l'exploitation sous toutes ses formes d'un commerce de détail d'alimentation générale et produits non alimentaires, notamment de boissons non alcoolisées et de boissons alcoolisées à importer.
Durée : quatre-vingt-dix neuf années.
Gérante : Monsieur SAVERIO Julien, né le 1er mars 1981, à LIBREVILLE (99-GA-BON) demeurant 20 avenue du Roucas 31490 LEGUEVIN, de nationalité française.
Immatriculation de la société : Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse.

Pour avis, le Gérant,



Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société par Actions Simplifiée **VAHE EXPERTISES**
SIEGE SOCIAL : TOULOUSE 31000 - 3 Quai Lucien Lombard
OBJET : Tous diagnostics immobiliers, métrage, audits énergétiques.
DURÉE : 99 années
CAPITAL : 4 000 euros
PRESIDENCE : Mme Catherine SEGAL demeurant 1 bis rue Gambetta - 31000 TOULOUSE
DIRECTION GENERALE : M. Pierre MAR-SAL demeurant 20 rue Alfred Dumeril - 31400 TOULOUSE
DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.
AGREMENT : Toute transmission et cession d'actions est soumise à l'agrément préalable du président à l'exception des cessions consenties au profit d'autres associés.
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Sébastien SALESSES, notaire à TOULOUSE (31), le 19/04/2019, il a été constitué la société suivante : Dénomination : **S.C.I LA DAURADE** - Forme : société civile immobilière régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil - Siège : TOULOUSE (31000), 5 place de la Daurade - Durée : 99 ans - Objet : L'acquisition, par achat, échange, apport ou par prise à bail à construction la gestion et l'exploitation, par location ou autrement, de biens et de droits immobiliers dont la propriété canonique appartient ou appartiendra à la paroisse de la Daurade du diocèse de Toulouse - Capital social : 564.600€ par apports en numéraire 64 600€ et apport en nature d'un bien immobilier situé à TOULOUSE (31000) 5 place de la Daurade - Premier Gérant : M. Jacques SERVILLE, demeurant à BELBERAUD (31450) 61 chemin de l'Eglise, nommé sans limitation de durée. - Clause d'agrément : Cessions de parts libres entre associés ; toute autre est soumise à agrément. - Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination sociale : **LA PRADE CONSEIL**
Forme : société par actions simplifiée à associé unique
Siège social : 8 Chemin VERDALE, 31240 SAINT-JEAN.
Objet social : Courtage en opérations de banque et en services de paiement ; Courtage en assurance ; Conseil pour la gestion et les affaires ; Formation professionnelle.
Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au RCS
Capital social : 3 000 euros
Président de la société : Monsieur Pascal DARMON, demeurant 8 Chemin VERDALE, 31240 SAINT-JEAN.
Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

Par acte SSP du 17/05/2019 il a été constitué une **SARL à associé unique** dénommée :
SPM
Siège social : 11 rue des acacias 31560 CAIGNAC
Capital : 89.900 €
Objet : - La propriété, la nue-propriété ou l'usufruit de toutes valeurs mobilières, parts et actions de sociétés commerciales ou autres droits sociaux,
- La prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, commerciales, industrielles, financières ou civiles ;
- L'animation, la participation à la politique administrative et commerciale et le contrôle de ses filiales, en leur rendant notamment, à titre onéreux, des services administratifs, juridiques, comptables ou financiers ;
- Exceptionnellement, la fourniture de garanties et l'octroi de prêts au profit de ses associés ou de ses filiales.
Gérant : Mme MARIS Stéphanie 11 Rue des acacias 31560 CAIGNAC
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société civile immobilière
DÉNOMINATION : **JTM**
SIEGE SOCIAL : 1872 ROUTE DE GUINOT 31330 MERVILLE
OBJET : - L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non-bâtis, leur détention et leur administration pour ses associés, la restauration et la construction de tous immeubles, la mise à disposition de tout ou partie des immeubles au bénéfice de ses associés et/ou la location de tout ou partie des immeubles de la Société ;
DURÉE : 99 années
CAPITAL : 1 000 euros
APPORTS EN NUMÉRAIRE : 1 000 euros
GERANCE : Mme Julie TAURAN demeurant 1872 ROUTE DE GUINOT 31330 MERVILLE
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,



9 avenue Parmentier
31086 Toulouse

Avis est donné de la constitution par acte SSP en date à TOULOUSE le 09/05/2019 d'une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : société par actions simplifiée ; dénomination : **Easymile Management Company** ; Capital : 1 € divisé en 1 action de 1 € chacune ; Siège social : 21 boulevard de la Marguerite, 31000 TOULOUSE ; Objet : la détention et la gestion des titres dépendant du capital social de la société EasyMile (803 184 845 RCS TOULOUSE) ; Durée : 99 années ; Président : Gilbert GAGNAIRE demeurant 52 Emerald Hill Road 229338 SINGAPOUR (Singapour) ; Conditions d'admission au assemblées générales et exercice du droit de vote : le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix ; Agrément : aucune clause d'agrément n'est prévue ; immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis

Par acte SSP en date du 16/05/2019, il a été constitué une SCI dénommée : **SCI AMAE**. Capital : 1000€. Siège social : 4 Bis Avenue de Cousse 31750 ESCALQUENS. Objet : La propriété, par acquisition ou apport, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de tous droits immobiliers ; L'administration, la gestion, l'exploitation, par bail ou autrement, desdits biens et droits immobiliers ; L'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse, avec ou sans garantie hypothécaire. Agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec l'autorisation préalable de l'AGE des associés, et ce même si les cessions sont consenties à un associé, ascendant, descendant ou conjoint du cédant. Durée : 99 ans. Gérant : M. Eric GONZALEZ, demeurant 4 Bis Avenue de Cousse 31750 ESCALQUENS. Immatriculation RCS TOULOUSE.

AVIS DE CONSTITUTION Forme : SASU. Dénomination : **GARONNE SECURITE INTERVENTION**. Sigle : GSI. Objet : Activité de sécurité privée. Siège social : 214 route de Saint Simon, Bât. 2, 31100 TOULOUSE. Capital : 500 €, divisé en 50 actions de 10€ numérotées de 1 à 50. Durée : 99 ans. Président : M. SAAD EL HACHEMI AMAR demeurant 40 chemin de Tintoret, 31100 TOULOUSE. Immatriculation RCS TOULOUSE

Par acte authentique du 16/05/2019, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : **SCI TOMAZ**
Objet social : Acquisition, revente, gestion et administration civiles de biens immobiliers
Siège social : 400 D Chemin de Pourradel, 31620 Fronton.
Capital : 100 €
Durée : 99 ans
Gérance : M. TOMAZ Anthony, demeurant 400 D Chemin de Pourradel, 31620 Fronton, Mme TOMZ Laure, demeurant 400 D Chemin de Pourradel, 31620 Fronton
Clause d'agrément : Cession libre entre associés
Immatriculation au RCS de Toulouse

Pour avis

Suivant acte SSP du 16/05/2019, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : **Les Pasqués**
Objet social : Traiteur, traiteur boutique, chef à domicile et cours de cuisine
Siège social : 48 bis rue Jean Jaurès, 31150 Fenouillet.
Capital : 1 €
Durée : 80 ans
Gérance : M. Monteil Adrien, demeurant 6 bis rue Déodat de Severac, appartement 24, 31140 Saint-Alban
Immatriculation au RCS de Toulouse

Par acte du 09/05/2019, il a été constituée la **SASU BATI PREST** au capital de 500 EUROS.
Siège social : 1 Place du Capitole, 31000 Toulouse
Objet : Maçonnerie générale
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.
Gérant : Monsieur EZZOUAQUI MONDHER demeurant au 6 mail de l'Albatros, 31240 l'Union, nommé pour une durée indéterminée.
Immatriculés au RCS de Toulouse

AVIS DE CONSTITUTION - Forme : SAS. Dénomination : **PAM**. Nom commercial : **LA STORIA**. Objet : Participation dans les capitaux de sociétés, création, acquisition, location, prise en location gérance de tous fonds de commerce, prise à bail, installation, exploitation de tous établissements et fonds de commerce. Siège social : 19 rue Gabriel Péri, 31000 TOULOUSE. Capital : 10 000€. Durée : 99 ans. Président : M. AGULLO Adrien, demeurant 19 rue Gabriel Péri, 31000 TOULOUSE. Immatriculation RCS Toulouse.

Forme : SASU - Dénomination : **Les bijoux d'Hélène** - Objet : le commerce de détail en ligne de bijoux fantaisies et accessoires - Siège Social : 1 Rue Jean Castillon, apt 254, 31500 Toulouse - Capital social : 500 euros - Durée : 99 ans - Présidence : Mme Sabrina Mohamedi demeurant à 1 Rue Jean Castillon, apt 254, 31500 Toulouse. Immatriculation RCS Toulouse.

TRANSFERTS DE SIÈGE

SCI COLETTE
SCI au capital de 41.100,00 €
Siège social : 5 chemin de bagatelle, 31100 Toulouse
504 365 628 RCS de Toulouse
L'AGE du 07/04/2019 a décidé de transférer le siège social de la société 100 chemin de Pechbusche, chez M. et Mme Houette, 31400 Toulouse, à compter du 10/04/2019
Mention au RCS de Toulouse

MDC AZUR SARL à associé unique, Capital : 1000€, Siège social : 6 Rue d'En Séguret 31590 VERFEIL, RCS TOULOUSE 828 063 230. Suivant AGO du 01/01/2019 et à compter du 01/01/2019, le siège social a été transféré au Hameau de la Liscia, 20111 CALCATOGGIO. Formalités RCS Ajaccio dont dépendra désormais la société.

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet
31000 Toulouse



CONSTITUTIONS



AB
Contrôle technique
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 10 Rue de Saint-Lys, 31400 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TOULOUSE du 16 mai 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **AB Contrôle technique**
Siège : 10 Rue de Saint-Lys, 31400 TOULOUSE
Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 1 000 euros
Objet : Réalisation de contrôles techniques destinés aux automobiles, deux roues et autres engins motorisés ou non au sein d'un établissement chargé de vérifier le bon état de marche et l'état satisfaisant d'entretien des véhicules légers (moins de 3,5 tonnes)
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque action donne droit à une voix.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : Monsieur Ali RIDA, demeurant 25 Rue de Toulon, 31400 TOULOUSE
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

POUR AVIS
Le Président

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution, sans apport en nature de la Société Civile Immobilière « **SHARLOTTA** ». **OBJET** : - L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, la location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles ; - La construction et la restauration de tous immeubles commerciaux, professionnels et d'habitation ; - Et d'une façon générale, toutes opérations mobilières et immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à l'objet précité, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société. **SIÈGE SOCIAL** : TOULOUSE (31400) rue Bernard Mulé n°31. **DURÉE** : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. **CAPITAL SOCIAL** : 20.100 Euros libéré entièrement divisé en 201 parts de 100 Euros constitué uniquement d'apports en numéraire. **GERANCE** : Monsieur Etienne CURTELIN et Madame Charlotte CURTELIN, demeurant à TOULOUSE (31400) rue Bernard Mulé n°31. **CESSION DE PARTS** : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social. **IMMATRICULATION** : RCS de TOULOUSE.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DÉNOMINATION : **LM SERVICE**
FORME : Société à responsabilité limitée à associé unique
SIEGE SOCIAL : 6 CHEMIN DES COTEAUX 31290 VILLENUEVILLE
OBJET : La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement
- Maintenance de cuisine professionnelle
DURÉE : 99 années
CAPITAL : 1 000 euros
GERANCE : MARTY LAURENT demeurant 6 CHEMIN DES COTEAUX 31290 VILLENUEVILLE
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,



SCP ABFM
Notaires Associés
Maître Florence BARES
8 Boulevard Jean Jaurès
31260 SALIES-DU-SALAT

Par AGE du 10/05/2019, il a été décidé le transfert du siège social de la société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : **CHATAIGNIER**
RCS NANTERRE n°823 947 700 Forme : Société Civile - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS - Capital social : 1.000,00 € divisé en 100 parts de 10,00 € chacune, numérotées de 1 à 100. Ancien siège social : RUEIL-MALMAISON (92500), 8 Rue Paul Gimont. Nouveau siège social: GANTIES (31160), La Serre.

Objet : La société a pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers. Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Gérant : M. Roger Allahoua MECHRI demeurant à GANTIES (31160), La Serre, né à LYON (2ème Art), le 05/04/1962, de nationalité Française, nommé aux termes des statuts sans limitation de durée.

Clause d'agrément : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable de l'unanimité des associés.

Radiation au RCS de NANTERRE et ré-immatriculation suite à transfert de siège au RCS de TOULOUSE. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Maître Florence BARES,
Notaire Associée.

CESSION FONDS DE COMMERCE



40 place des Carmes
31000 TOULOUSE

Suivant acte sous seing privé en date du 02/05/2019 à Toulouse : FALCO-TRISTAN Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 € sis 70 avenue Albert Bedouce Centre Commercial Cité de Rangueil 31400 TOULOUSE immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 452 542 186, représenté par M. Jean-Louis FALCO, Gérant.

A cédé à : **BOUCHERIE PRATE** Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 € sise Centre Commercial SAINT CAPRAIS Lot 842 31240 L'UNION immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 849 572 714, représentée par M. Guillaume PRATE, Gérant.

Le fonds de commerce de boucherie charcuterie Centre Commercial SAINT CAPRAIS Lot 842 31240 L'UNION ainsi que le matériel et le mobilier, les contrats y attachés, cession enregistrée à la Recette des impôts de Toulouse le 13/05/2019, Dossier 2019 00027272, référence 3104P03 2019 A 06057.

Ladite cession a eu lieu moyennant le prix de 350.000 € (trois cent cinquante mille euros).

L'entrée en jouissance a été fixée au 02/05/2019 et les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues par acte extrajudiciaire et au plus tard dans les 10 jours de la dernière date de publication prévue par la loi, entre les mains de Maître Camille PASTRE, 40 Place des Carmes 31000 TOULOUSE.

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)

CF

PARTICIPATIONS
Société par actions simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : 7 allée des Pionniers
de l'Aéropostale, 31400 TOULOUSE
488649369 RCS TOULOUSE

Au terme d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 21/05/2019, Madame Monique AVERSENG FRAMBOURG, demeurant La Plane 81500 TEULAT, a démissionné de son mandat de Directeur Général avec prise d'effet immédiate. Elle ne sera pas remplacé.

POUR AVIS
Le Président

SOCIETE CIVILE LAENNEC. SCI au capital de 9146.94€. Siège Social: 7 rue d'Auch 31770 Colomiers. RCS de Toulouse 301 223 244. L'assemblée générale extraordinaire du 14/05/2019 a décidé à compter du 14/05/2019 de nommer en qualité de co-gérant Monsieur MOLINA Patrick, demeurant 22 allée de Guilvinec, 31770 Colomiers en remplacement de Monsieur MOLINA Henri, décédé. Modification au RCS de Toulouse.



SCP ARNAUD - J. LAVILLE - V. LAVILLE - LAMBERT - CALVET - COMBRET
Office Notarial à RODEZ (12)
19 rue Maurice Bompard

VOYAGES VOLVESTRE PYRENEES. 2 V P.
SARL au capital de 9146.94 euros
Siège social : 11 rue des artisans
Zone Industrielle de
Naudon 31390 CARBONNE
RCS TOULOUSE 421 882 622

Aux termes d'un acte reçu par Me T ARNAUD le 01/04/2019, les associés ont désigné Rémi CHAUCHARD 22 chemin de la Basse Lotissement Vergies 12240 RIEUPEYROUX et Jacques CHAUCHARD, route de Rodez 12240 RIEUPEYROUX comme cogérants en remplacement de Pascale WIROTH et Didier BAYLE démissionnaires à compter du 01/04/2019

Pour avis
Me ARNAUD

MODIFICATIONS STATUTAIRES



Maître Isabelle PUJOL
Notaire à Toulouse (31000),
46 rue du Languedoc

Avis d'augmentation du capital social

Suivant acte de cession de parts sociales en date du 4 décembre 2018, les associés de la société **ALISA**, société civile immobilière, dont le siège social est à CAZERES (31220), 22 Boulevard Jean Jaurès, identifiée sous le numéro SIREN 429 013 964 et immatriculée au RCS de TOULOUSE ont décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant initial de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES et de le porter à DEUX MILLE EUROS, à compter du 4 décembre 2018. Les statuts ont été modifiés en conséquence :

Ancienne mention : 152.45 euros
Nouvelle mention : 2000.00 euros
Les modifications statutaires seront publiées au RCS de Toulouse.

Pour avis,
Le Notaire

FINANCIERE DES LICES
Société par actions simplifiée au capital de 1 655 000 euros
Siège social : 93 Chemin Mal Clabel, 31500 TOULOUSE
484 866 678 RCS TOULOUSE

Suivant acte constatant les décisions unanimes des associés du 15 mai 2019, la collectivité des associés a décidé d'étendre l'objet social à toutes opérations de promotion immobilière et de marchand de biens. L'acquisition pour revente ou location de bateaux de plaisance et autres véhicules à moteur. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

NON-DISSOLUTIONS



Patrick PARTOUCHE
Avocat
19, chemin de Nicol
31200 - TOULOUSE

GL2C PATRI MOINE
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 5 000 Euros
Siège social : 4 Impasse Petit Jacques - 31200 - TOULOUSE
RCS TOULOUSE 818243933

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 Mars 2019, il a été décidé, conformément aux dispositions de l'article L225-248 du Code de Commerce, de ne pas dissoudre la société.

Le dépôt légal sera réalisé au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis

NOTRE
TÉLÉPHONE

09 83 27 51 41

SCP BERKOUK
Avocats à la Cour
32 Rue d'Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 30 avril 2018, l'associé unique de la société **CLCL SARL** à associé unique au capital de 8 000 €, dont le siège social est à TOULOUSE (31000), 24 Rue de REMUSAT, RCS TOULOUSE 814 731 071, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

DISSOLUTIONS

SCI SANSONNET
Au capital de 5.000 Euros
Siège social : (31670) LABEGE,
8 Allée de Pomarède
Résidence le Pastellier,
bâtiment 3, apt 5.
RCS TOULOUSE : 537 933 434

Avis de dissolution anticipée

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 21 mars 2019, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 21 mars 2019 et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur, Monsieur PERCHAUD Thierry, demeurant à LABEGE(31670) 8 allée de Pomarède, Résidence le Pastellier Bâtiment 3, Appartement 5 avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur, soit à LABEGE (31670), 8 allée de Pomarède, Résidence le Pastellier Bâtiment 3, Appartement 5. C'est à cette adresse que la correspondance devra être adressée et que les actes et documents devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le Gérant

SCI FONTAINE
Société civile immobilière
Au capital de 5.000 Euros
Siège social : (31670) LABEGE,
13 ter Chemin de la
Fontaine Saint-Sernin
RCS TOULOUSE : 792 147 308

Avis de dissolution anticipée

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 21 mars 2019, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 21 mars 2019 et sa mise en liquidation.

A été nommé liquidateur, Monsieur PERCHAUD Thierry, demeurant à LABEGE (31670), 13 ter chemin de la Fontaine Saint-Sernin avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur, soit à LABEGE (31670), 13 ter chemin de la Fontaine Saint-Sernin. C'est à cette adresse que la correspondance devra être adressée et que les actes et documents devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le Gérant

JURI 4

Société exercice Libéral à
Responsabilité limitée
Au capital de 3 850 Euros
Siège social :
76 allées Jean Jaurès
31000 TOULOUSE
437 989 726 RCS Toulouse

Par délibération de l'associé unique, en date du 24 avril 2019, la société A&ECA, a décidé la dissolution de la société JURI 4. Selarl, par application des dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du Code Civil

Par application des dispositions de l'article 1844-5 al 3 du code civil, cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société JURI 4, à la SAS A&ECA, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Cette transmission universelle de patrimoine est fiscalement réalisée avec effet au 1er juin 2019.

Monsieur Roch HUMEZ, Président de A &ECA est nommé en qualité de mandataire ad hoc, chargé de contrôler l'acquit régulier du passif, exercer toutes actions judiciaires, tant en demande qu'en défense pour représenter la société JURI 4.

Par l'effet des présentes et la loi sus visée, reprendre l'ensemble des engagements et obligations de la société JURI 4.

Monsieur Roch HUMEZ,
Président de la SAS
A&ECA



REALTOR INVEST
Société à responsabilité limitée
En liquidation
au capital de 1000.00 euros
Siège social : 2 Rue Jacques
Offenbach - 31500 TOULOUSE
497901942 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 Février 2019 :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 27 Février 2019 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Louis Rodriguez, demeurant 2 Rue Jacques Offenbach 31500 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 2 Rue Jacques Offenbach 31500 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

ATHOR

Société à responsabilité limitée
unipersonnelle - En liquidation
au capital de 100.00 euros
Siège social : 8 Esplanade Compans
Caffarelli - 31000 TOULOUSE
493425110 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 Février 2019 :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 22 Février 2019 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Jacqueline BRUNIER, demeurant 88 boulevard de l'embouchure Résidence le béarnais Appt 53 31200 TOULOUSE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 8 Esplanade Compans Caffarelli 31000 TOULOUSE, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

SOCIETE ASCLEPIOS

SAS au capital de 500 €
6 RUE DES CHARDONNETS
31270 VILLENEUVE TOLOSANE
RCS TOULOUSE : 831 951 512

Dissolution anticipée de la société

L'A.G.E. du 30 AVRIL 2019 a décidé la dissolution anticipée de la SAS ASCLEPIOS à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires.

Elle a nommé en qualité de liquidateur Madame Florence CROUZATIER demeurant 6 Rue des chardonnerets 31270 VILLENEUVE TOLOSANE à compter de la même date.

Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis et mention.
Le liquidateur.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU LAC

SCI au capital de 304,90 euros
Siège social : 52 Rue Joseph
Marignac 31300 TOULOUSE
344 942 818 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31/03/2019 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour, sa mise en liquidation amiable et a nommé en qualité de liquidateur Mr Claude HANNON demeurant 52 Rue Joseph MARIIGNAC - 31300 TOULOUSE avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au lieu du siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et tous actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis Le Liquidateur

Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires



32 Rue Riquet
31000 Toulouse



annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr

TOGNAZZONI HOLDING

SAS unipersonnelle au capital
de 651 800,00 euros
RCS TOULOUSE 493061741 RCS
Siège social FLOURENS (31130)
6 rue de la Coupette

Aux termes d'un acte reçu par Maître GATUMEL, Notaire à TOULOUSE, le 6 mai 2019 la société « TOTEM INTERGROUP » SAS au capital de 55.868 euros, 6 rue de la Coupette, 31 130 FLOURENS R.C.S. TOULOUSE n° 752995233 a, en sa qualité d'associé unique, décidé la dissolution anticipée de la société TOGNAZZONI HOLDING, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Conformément aux dispositions légales, les créanciers disposeront d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication pour former opposition devant le Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis, le gérant

TOTEM DEVELOPPEMENT

Société à responsabilité limitée
au capital de 8.000€.
Siège social : 6 rue de la Coupette
31130 FLOURENS
444 066 229 RCS TOULOUSE

Aux termes d'un acte reçu par Maître GATUMEL, Notaire à TOULOUSE, le 6 mai 2019 la société « TOTEM INTERGROUP » SAS au capital de 55.868 euros, 6 rue de la Coupette, 31 130 FLOURENS R.C.S. TOULOUSE n° 752995233 a, en sa qualité d'associé unique, décidé la dissolution anticipée de la société TOTEM DEVELOPPEMENT, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Conformément aux dispositions légales, les créanciers disposeront d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication pour former opposition devant le Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis, le gérant

AUDISUD EXPERTISE

ADI

Société par Actions Simplifiée
Unipersonnelle
Au capital de 2.000 euros
Siège social : 41 Avenue de
Castelnaudary - 31250 Revel
R.C.S. TOULOUSE 839 882 420

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 Mars 2019, l'associé a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 15 Mars 2019 et sa mise en liquidation et ont nommé comme liquidateur Monsieur Laurent AMIEL - domiciliée 41 Avenue de Castelnaudary - 31250 Revel.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social : 41 Avenue de Castelnaudary - 31250 Revel

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

LIQUIDATIONS

SCI FONTAINE

Société civile immobilière
Au capital de 5.000 Euros
Siège social : (31670) LABEGE,
13 ter Chemin de la
Fontaine Saint-Sernin
RCS TOULOUSE : 792 147 308

Avis de clôture et de liquidation

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 21 mars 2019, lesquels au vu du rapport du liquidateur ont :

Approuvés les comptes de liquidation, Donnés quittus, à Monsieur Thierry Perchaud, liquidateur, demeurant à LABEGE (31670), 13 ter chemin de la Fontaine saint-Sernin de sa gestion et l'ont déchargé de son mandat.

Prononcés la clôture des opérations de liquidation à compter du 21 mars 2019.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le liquidateur

SCI SANSONNET

Au capital de 5.000 Euros
Siège social : (31670) LABEGE,
8 Allée de Pomarède
Résidence le Pastellier,
bâtiment 3, apt 5.
RCS TOULOUSE : 537 933 434

Avis de clôture et de liquidation

Aux termes du PV de l'assemblée générale extraordinaire des associés de ladite société en date du 21 mars 2019, lesquels au vu du rapport du liquidateur ont :
Approuvés les comptes de liquidation, Donnés quitus, à Monsieur Thierry Perchaud, liquidateur, demeurant à LABEGE (31670), 13 ter chemin de la Fontaine saint-Sernin de sa gestion et l'ont déchargé de son mandat.
Prononcer la clôture des opérations de liquidation à compter du 21 mars 2019.
Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le liquidateur

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU LAC

SCI au capital de 304,90 euros
Siège social : 52 Rue Joseph Marignac 31300 TOULOUSE
344 942 818 RCS TOULOUSE

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale du 31/03/2019 a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus au liquidateur Mr Claude HANNON demeurant 52 Rue Joseph MARIIGNAC - 31300 TOULOUSE, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation.
Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de TOULOUSE.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le Liquidateur



YONA

Société civile immobilière
au capital de 1.000 euros
Siège social : 1 impasse d'Oc
31170 TOURNEFEUILLE
RCS Toulouse 508 215 811

Avis de clôture de liquidation

En date du 30 avril 2019, les associés ont approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus de la gestion et décharge du mandat de liquidateur de Mme Laetitia Ghenassia, demeurant 1 impasse d'Oc - 31170 TOURNEFEUILLE et constaté la clôture de la liquidation.
Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse

Pour avis.
Le liquidateur,

DIVERS



40 place des Carmes
31000 TOULOUSE

OCTO IMMO

Société par actions simplifiée
au capital de 46.750 euros
porté à 64.000 euros
Siège social : 19 Avenue des Ecoles
Jules Julien 31400 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 844 397 687

Suivant décision du 17/05/2019, l'associée unique a pris acte de : la démission de M. Yan PAREDES de ses fonctions de président à compter du 17/05/2019 et a décidé de nommer M. Fabian BRUNA demeurant 47 avenue de Lespinet 31400 TOULOUSE aux fonctions de président de la société à compter du 17/05/2019 en remplacement de ce dernier ; de ce que le capital social a été augmenté d'un montant de 17.250 € par émission de 1.725 actions nouvelles de numéraire, et porté de 46.750 euros à 64.000 €. En conséquence, l'article 8 des statuts a été modifié, de ce que l'objet social de la société a été étendu aux activités de toutes opérations de formation, conseils, audit, coaching, recrutement, destiné aux entreprises, administrations, à tout établissement scolaire ou d'enseignement supérieur et assimilé, personne morale publique ou privée, physique ou morale, l'organisation de rencontre consacrée à la formation et l'animation de groupes à compter du 17/05/2019, l'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour Avis. Le Président



SCP ABFM
Notaires Associés
Maître Florence BARES
8 Boulevard Jean Jaurès
31260 SALIES-DU-SALAT

Par AGE du 02/05/2019, il a été décidé le changement d'objet social, le transfert du siège social, le changement de dénomination sociale, le changement d'enseigne et de nom commercial de la société dont les caractéristiques sont les suivantes :
Ancienne dénomination : DE LA CLAPE
Nouvelle dénomination : **DU CENTRAL**
Ancienne enseigne et nom commercial : LA CANTINE DU BÜRO
Nouvelle enseigne et nom commercial : Hôtellerie du Centre

Ces changements ont pris effet rétroactivement à compter du 26/03/2019
RCS NARBONNE : n°835 001 876
Forme : Société par actions simplifiée
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
Capital social : 3.000,00 € divisé en 300 actions de 10,00 € chacune.
Ancien siège social : NARBONNE (11100), 62 Rue Demoge.
Nouveau siège social : SALIES DU SALAT (31260), 1 Av Jules Nougue.

Objet : La société a pour objet en France comme à l'étranger, l'achat, la création, la prise à bail, l'exploitation directe ou indirecte et l'éventuelle revente de tous fonds de commerce ou artisanal de restaurant, brasserie, hôtel. L'achat, la création, la prise à bail, l'exploitation directe ou indirecte de tous restaurant, bar, hôtel, gîte. Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social.

Apport en numéraire : 3.000,00 €. Président : Monsieur Denis Jean Charles NEVES, demeurant à SALIES DU SALAT (31260), 1 Av Jules Nougue, né à L'UNION (31240), le 27/02/1975, de nationalité Française, nommé à cette fonction aux termes des statuts d'origine pour une durée non limitée.

Clause d'agrément : les cessions d'actions par l'associé unique sont libres. Les transmissions d'actions par voie de succession ou en cas de liquidation de biens entre époux sont également libres.

Radiation au RCS de NARBONNE et ré-immatriculation suite à transfert de siège au RCS de TOULOUSE. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis
Maître Florence BARES

CHIMIE MIDI-PYRENEES

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 7 622,45 Euros
Siège social : 47 Chemin d'Estaquebiau 31240 SAINT-JEAN
Numéro d'immatriculation
RCS TOULOUSE 343 868 006
(N° de gestion : 88 B 299)

Avis de transformation

Aux termes d'une délibération en date du 14 mai 2019, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

L'objet, son siège, sa dénomination, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 622,45 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la Société.

Madame Marie-Christine LUCARELO demeurant 47 Chemin d'Estaquebiau 31240 SAINT JEAN, ancienne gérante, est nommée Présidente.

Monsieur Dominique LUCARELLO demeurant 47 Chemin d'Estaquebiau 31240 SAINT JEAN est nommé Directeur Général.

Pour avis,

CONCEPT RESINE SUD OUEST

Société à responsabilité limitée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : 3 Allée Paul Harris
31200 TOULOUSE
808 230 205 RCS TOULOUSE

Aux termes du PV de l'AGE du 02.05.2019 de la SARL CONCEPT RESINE SUD OUEST, au capital de 10.000 €, siège 3 allée Paul Harris 31200 TOULOUSE, RCS TOULOUSE n° 808 230 205, il a été décidé de changer la dénomination sociale qui devient CRSO et d'ajouter un nom commercial : LES RESINEURS SUD OUEST à compter du 02.05.2019. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis,



S.E.L.A.R.L.
LA CLE DES CHAMPS
Société d'Avocats
62 rue des Agriculteurs 81000 ALBI

Par acte sous seing privé en date du 01/04/2019, les associés de l'**EARL FERRE LE NEUF** au capital social de 231.340 euros ayant son siège social à 39 rue du Languedoc 31600 MURET - immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le N° 531672152 ont décidé et réalisé, avec effet du 01/04/2019 :

- d'accepter la réduction du capital social par annulation de parts, ce qui porte le capital social de l'EARL à 35.800,00 euros,

- d'accepter l'entrée de M. Laurent CUCCHI en qualité d'associé-exploitant et de gérant unique de la société, domicilié à 17 rue du Languedoc 31600 MURET,

- d'accepter la cessation d'activité de Madame Mireille CUCCHI et sa radiation en tant que gérante

- d'accepter la cession de parts sociales de Mme CUCCHI Mireille au profit de M. CUCCHI Laurent.

- d'accepter la transformation de l'EARL en Société civile d'exploitation agricole - de transférer le siège social

Ces décisions entraînent la publication des mentions suivantes :

Forme juridique : exploitation agricole à responsabilité limitée
capital social : 231340 euros
siège social : 39 rue du Languedoc 31600 MURET

gérant Madame Mireille CUCCHI domiciliée 39 rue du Languedoc 31600 MURET
NOUVELLE MENTION

Forme juridique : société civile d'exploitation agricole
capital social : 35800 euros
siège social : 17 rue du Languedoc 31600 MURET

Gérant Monsieur Laurent CUCCHI domicilié 17 rue du Languedoc 31600 MURET



Etude de Maître Hélène CHAVIGNY
Notaire
à BESSIERES (Haute-Garonne),
84 Faubourg des Arts.

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL DELAI D'OPPOSITION Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 19 septembre 2014,

Madame Emma Marie Louise Gabrielle Léonie BAUTE, en son vivant retraitée, demeurant à MONTBERON (31140) 2 route de Bessières. Née à MONTBERON (31140), le 7 avril 1924. Veuve de Monsieur Paul François MONFRAYS et non remariée. Non liée par un pacte civil de solidarité. De nationalité française. Résidente au sens de la réglementation fiscale. Décédée à CEPET (31620) (FRANCE), le 1er mai 2019.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Hélène CHAVIGNY, Notaire à BESSIERES, 84 Faubourg des Arts, le 9 mai 2019, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître CHAVIGNY, notaire à BESSIERES 31660, référence CRPCEN : 31025, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal de grande instance de TOULOUSE de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

POPSTART FINANCES

Société par actions simplifiée
Au capital de 101 euros
Siège social : 73 rue du Cagire
31100 TOULOUSE

Suivant assemblée extraordinaire du 23 avril 2019 il est décidé :

- de transformer la société en société pluriprofessionnelle d'exercice.

- de modifier l'objet social qui est désormais : « L'exercice en commun des professions d'expert-comptable et d'avocat. » L'article 3 des statuts est modifié

- de modifier la dénomination de la société qui est désormais : « A & E C A » L'article 2 est modifié en conséquence.

- d'augmenter le capital de 40 euros par apport en numéraire, et la création de 40 actions de 1 euro.

L'article 6 des statuts est modifié en conséquence.

- de nommer en qualité de directeur général :

Monsieur Géraud BENARROUS, Avocat ; 10 bis impasse Liffard 31100 Toulouse

Monsieur Antonio DA COSTA FERREIRA, Expert-comptable, 40 bis rue des Bourdisquettes, 31620 Fronton

Le Président

AU BOX TOULOUSAIN

Au capital de 12 350 euros
36, chemin du Prat Long
31200 Toulouse
RCS Toulouse 491 448 700

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 02/05/2019, il résulte que : L'associé unique de la Société AU BOX TOULOUSAIN a décidé de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée unipersonnelle à compter du 02/05/2019 sans modification du capital. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Forme : Ancienne mention : Société à responsabilité limitée et la Nouvelle mention : Société par actions simplifiée unipersonnelle

Durée : 99 ans
Administration : Bernard PERE, 26, chemin de Crayssac 31380 Paulhac précédemment gérant a été désignée et qualité de président.

Administration : Nadine PERE, 26, chemin de Crayssac 31380 Paulhac précédemment gérant a été désignée en qualité de directeur général.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Cet agrément n'est donné qu'à la majorité des voix des associés.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,



Suivant acte reçu par Maître Marie-Christine GEMIN-BONNET, Notaire à CASTELGINEST (31780), 43 rue du Docteur MATÉO, le 15 mai 2019, Monsieur Elias CHALHOU, Chirurgien-dentiste, et Madame Jocelyne Simone Janine FRAYSSE, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE (31100) 2 rue Corneille Bat. B Appt 11, Mariés à la mairie de TOULOUSE (31000) le 15 juin 1989 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Pierre TREMOSA, notaire à TOULOUSE, le 26 mai 1989, ont désormais adopté pour l'avenir le régime de : la communauté de biens réduite aux acquêts. Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître GEMIN-BONNET notaire sus nommée où il est fait élection de domicile. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal de grande instance.

Pour avis.
Le notaire

ELIOPROD1
SARL à associé unique
au capital de 1.000 euros
41 Rue Paule Raymondis
ZAC Gabardie - TOULOUSE (31200)
RCS TOULOUSE 530 323 260

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 2 novembre 2018, les associés de la société ELIOPROD 1 ont décidé, à compter rétroactivement du 1er novembre 2018 - 0 heure :

• de modifier la dénomination sociale, laquelle devient GREEN METAL ;

• d'étendre l'objet social, pour ajouter les activités suivantes :

- l'étude, la réalisation et la construction de toute charpente métallique et ossature métallique, et la ferronnerie ;

- Le négoce de métal en tous genres, fabrication et vente de pièces métalliques sur-mesure ;

- Toutes opérations industrielles et commerciales liées à la construction métallique et à la ferronnerie.

En conséquence, les articles 2 et 3 des statuts sociaux ont été modifiés corrélativement.

Pour avis

La location gérance du fonds de commerce de **LOCATION LICENCE TAXI ADS N° 139 A TOULOUSE**

IMMATRICULEE AU RCS TOULOUSE

SIRET 51476594000036 sis et exploité au : 145 AVENUE DES MINIMES, 31200 Toulouse

Confiée par acte sous seing privé en date du 23/04/2019 par M. CENTELLES MATTHIEU, demeurant 145 AVENUE DES MINIMES, 31200 Toulouse à M. BEN AISA SOFIANE, demeurant 3 IMPASSE DE L'AZUR APPT 144 SIRET 75183140500012, 31100 Toulouse, a pris fin le 23/04/2019.

Pour avis

Madame DIARRA Éléonore Mariam née le 07 juin 1994 à Toulouse (Haute-Garonne), demeurant 57 rue Léo Lagrange 31400 Toulouse (FRANCE), agissant au nom de son enfant mineur OWONA NTON-GA DIARRA Isis Rose née le 20 juillet 2017 à Toulouse (FRANCE) dépose une requête auprès du garde des Sceaux à l'effet de substituer au nom patronymique de cet enfant mineur celui de DIARRA Isis Rose.

6, place de l'Hôtel de Ville
32600 L'ISLE JOURDAIN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30/04/2019, la location gérance consentie par Madame Murielle BARCET, née le 25 décembre 1959 à FIGEAC (46), demeurant 5 ter du Couget 31490 BRAX, immatriculée au répertoire siren sous le numéro 827 537 077, portant sur des locaux sis 1 Place de l'Eglise 31490 BRAX, dans lesquels la société MCB, société par actions simplifiée au capital de 1.500 euros, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 828 406 769, exploitait un fonds de commerce de « PIZZERIA RESTAURATION TRADITIONNELLE » connu sous le nom de LA CANTINA

A ETE RESILIE
à compter du 30.04.2019. Les oppositions seront reçues au lieu du siège social où domicile a été élu à cet effet dans les dix jours de la dernière des publications légales, et pour la correspondance par Maître Antoine FIORONI, Avocat sis 6 place de l'hôtel de ville 32600 L'ISLE JOURDAIN.

Pour insertion.



8 Allée du Lauragais - BP 70131- 31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE APPARTEMENTS VACANTS à COLOMIERS** Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).

Résidence LE CHENE - Année 1989 - COPROPRIETE de 19 lots sans objet de procédure. Charges de Copropriété annuel : 927 €

APT 26 - 28 Boulevard Victor Hugo - T3 - 67 m² - 5ème étage avec ascenseur - DPE : C

• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 93 800 €.

• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 99 240 €

Contactez le Service Vente au 05.81.501.501



Marielle VALMARY, Société d'Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS

JP

SC au capital de 94.900 €
Siège social : 12 chemin de Cassebois - 31270 CUGNAUX
RCS TOULOUSE 829 170 612

Aux termes d'une délibération en date du 30/04/19, l'assemblée générale a décidé à compter du 30/04/2019, de :

- transférer le siège social du 12 chemin de Cassebois - 31270 CUGNAUX au 5 route de Seysses - 31100 TOULOUSE,

- augmenter le capital d'une somme de 20.100 € pour le porter de 94.900 € à 115.000 € par création de 201 nouvelles parts sociales de 100 € de valeur nominale.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

DIVERS

ADDITIF. Par acte sous seing privé en date du 23/04/19, a été constituée la société **AMM FACTORY 5.42**. Laquelle société a nommé :

DIRECTEUR GENERAL :

MARTY Arthur, demeurant 91 rue de la Concorde - 31 000 TOULOUSE née le 24/05/1998 à Toulouse (31), de nationalité Française, sans limitation de durée

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Rectificatif à l'annonce N°837 du 2/05/2019 concernant Société **MER EXPERIENCES**. Il convenait de préciser l'ancien objet social : la vente, la location ou toute autre forme d'exploitation lucrative de bateaux de plaisance ; l'animation client et d'équipés de vente ; la location de bateaux à quai ou avec skipper ; la vente d'objets publicitaires liés ; l'organisation de soirées, brunchs, déjeuners ou tout événement à quai ou en mer.

Concernant l'annonce de la société **VIVA PLAISANCE** parue le 09/05/2019 il convient : - d'ajouter RCS 835 190 315 - et concernant l'adresse personnelle de Mme Bizeul de lire 31120 GOYRANS non 31120 GOYNANS

Dans l'annonce parue le 16/05/2019 dans le Journal Toulousain concernant la société **A+ ELECTRICITE MAINTENANCE ENERGIE** il convient de NE PAS LIRE sigle

Dans l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 16/05/2019, concernant la société **SCI PAULINE**, il convient de lire : «Siège social : 8 Rue Hubert Monloup, Apt. 33,Bat E, 31200 TOULOUSE»

Additif à l'annonce parue le 09/05/2019 concernant **BEAUTY PERFECT ACADEMY** il convient d'ajouter «Immatriculation RCS TOULOUSE»